

CONVENTION DE PARTENARIAT
DISPOSITIF « KAP PHOTOVOLTAÏQUE SOLIDAIRE » DE LA RÉGION RÉUNION
Programme POE FEDER - FSE+ 2021-2027 (volet FEDER)

N°2026 PVS 00X

ENTRE, D'UNE PART

Le Conseil Régional de La Réunion, ayant son siège social situé Avenue René Cassin – BP 67190 - 97801 SAINT-DENIS Cedex 9, représenté par sa Présidente, Madame Huguette BELLO, et désigné ci-après par « **la Région Réunion** »,

D'AUTRE PART,

Le Professionnel (Raison sociale) :

Au capital de :

Ayant son siège social au :

N° SIRET :

Représenté par :

En qualité de :

Et désigné ci-après par « **le Professionnel** »,

ET

Energies Réunion – Agence régionale de l'énergie et du climat – SPL

Société publique locale

Au capital de 993 967 euros

Ayant son siège social au : 2 rue Galabé – Quartier d'affaires Tamarins – Bât E, 1^{er} étage – 97424 Piton Saint-Leu

N° de SIRET : 795 064 658 000 78 – Code APE : 7490

Représentée par Monsieur Matthieu HOARAU, en qualité de Directeur Général,

Et désignée ci-après par « **Energies Réunion** ».

PRÉAMBULE

A La Réunion, près de 320 000 personnes vivent sous le seuil de pauvreté (source : Fondation Pour le Logement, *L'état du mal logement à La Réunion*, 2025). La précarité énergétique, situation dans laquelle une personne éprouve des difficultés particulières à disposer de l'énergie nécessaire à la satisfaction de ses besoins élémentaires, en raison de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'habitat, concerne à La Réunion près de 170 000 personnes (source : ibid).

Devant ce constat alarmant, il devient primordial de permettre à tous ces foyers d'avoir accès à une énergie à bas coût, tout en favorisant le recours aux énergies renouvelables. Le solaire photovoltaïque permet de répondre aux enjeux de production locale d'énergie renouvelable, tout en faisant réaliser une économie substantielle au ménage bénéficiaire.

Par délibération n° DCP 2025_1098 du 18/12/2025, la Commission Permanente du Conseil Régional de La Réunion a mis en place le dispositif « *Kap Photovoltaïque Solidaire* », pour permettre de subventionner sous conditions, l'installation de centrales photovoltaïques chez des foyers précaires.

Il s'agit pour la Région Réunion de démocratiser le solaire photovoltaïque résidentiel pour améliorer le pouvoir d'achat des Réunionnais, créer de l'emploi local, réduire les consommations d'énergie et favoriser l'accès aux énergies renouvelables sur le territoire.

Article 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions que les signataires s'engagent à respecter pour mettre en œuvre et participer au dispositif « *Kap Photovoltaïque Solidaire* » que la Région Réunion met en œuvre avec le cofinancement des crédits du FEDER (fiches action 2.2.1 et 2.11.4 du Programme Opérationnel Européen FEDER FSE+ 2021-2027 (volet FEDER)).

Article 2. DESCRIPTIF DU DISPOSITIF « KAP PHOTOVOLTAÏQUE SOLIDAIRE »

Le dispositif « *Kap Photovoltaïque Solidaire* » permet l'attribution sous conditions d'une subvention régionale et européenne à des Particuliers qui en font la demande pour l'installation de centrales photovoltaïques individuelles neuves, acquises obligatoirement auprès d'un Professionnel partenaire du dispositif.

Le Particulier ne dispose pas de la possibilité de percevoir la subvention régionale et européenne sur son propre compte bancaire : une subrogation systématique sera faite en faveur du Professionnel retenu par le Particulier.

Seuls les Professionnels partenaires du dispositif pourront faire bénéficier leurs clients particuliers qui les auront mandatés de la subvention régionale et européenne.

En signant la présente convention le Professionnel s'engage à en respecter les termes et devient de fait partenaire du dispositif « *Kap Photovoltaïque Solidaire* ».

Le dispositif « **Kap Photovoltaïque Solidaire** » se déroulera en 2 phases :

- 1- **Une première phase d'expérimentation**, avec un nombre d'installations limité, réparties sur tout le territoire réunionnais ;
- 2- **Une seconde phase de massification**, sans restriction territoriale, conditionnée aux résultats de la phase expérimentale, dans la limite du budget accordé à l'opération.

Les prestations éligibles au dispositif sont les installations de centrales photovoltaïques sans stockage, de puissance inférieure ou égale à 1 kWc, en autoconsommation totale.

Il ne pourra y avoir qu'une seule demande d'aide « *Kap Photovoltaïque Solidaire* » par ménage. Par ailleurs, un ménage en situation de précarité pourra choisir de bénéficier soit du dispositif « *Kap Photovoltaïque Solidaire* », conçu spécifiquement pour les foyers modestes, soit du dispositif « *Kap Photovoltaïque* », sans possibilité de cumul entre les deux dispositifs pour une même installation. En tout état de cause, une seule demande d'aide est autorisée par dispositif et par ménage.

Les installations doivent être réalisées en totale conformité avec les règles de l'art, les lois et normes en vigueur, les critères d'éligibilité définis dans la présente convention, et le devis signé par le Particulier. Les implantations des panneaux en toiture, ombrière, pergolas et auvents sont autorisées. Les installations au sol et les installations avec stockage ne sont pas éligibles au dispositif.

La subvention est versée par la Région Réunion, sous réserve de la vérification par Energies Réunion de l'éligibilité de la centrale photovoltaïque installée chez le Particulier et sur présentation des pièces nécessaires par le Professionnel permettant d'attester que l'installation est réalisée, fonctionnelle, et conforme aux présentes, dans un délai de **18 mois à compter de la date de notification de la subvention**.

Le montant de l'aide versée par la Région Réunion varie en fonction de la puissance de l'installation photovoltaïque. L'aide est calculée en pourcentage des dépenses éligibles, mais elle est plafonnée selon des montants définis. Les plafonds d'aide applicables selon les configurations sont détaillés dans les tableaux ci-après :

Puissance de l'installation PV	1 panneau PV (environ 0.5 kWc)	2 panneaux PV (environ 1 kWc)
Taux d'aide (% du total HT)	90%	
Montant maximal de l'aide Kap PV Solidaire	1500 €	2100 €

La puissance minimale des panneaux photovoltaïques est fixée à 400 Wc.

Les dépenses éligibles incluent :

- Le matériel nécessaire au fonctionnement de la centrale (modules, accessoires de fixation, onduleur(s), ou micro-onduleurs câbles, coffret(s) et organes de protection) ;
- La réalisation des démarches administratives et techniques nécessaires à l'installation et au financement de la centrale, pouvant inclure une remise en conformité partielle de l'installation électrique bâtiminaire faisant l'objet de la demande de subvention ;
- Les coûts de main d'œuvre nécessaires à la pose et à la mise en service complète du système ;
- Les coûts liés à l'interface utilisateur et à l'accès à distance aux données de production et de consommation des installations financées ;
- Le coût du rapport de contrôle par le CONSUEL.

Le dispositif s'adresse aux particuliers remplissant les conditions suivantes :

- Être propriétaire occupant d'un logement individuel (hors logements collectifs ou logements sociaux gérés par des bailleurs). Les cas des demandeurs usufruitiers sont aussi acceptés. Les demandeurs nus-propriétaires occupants devront obtenir l'accord de l'usufruitier.
- Disposer de revenus modestes ou très modestes, selon les plafonds définis par l'ANAH en vigueur au moment de la demande ;
- Ne pas avoir déjà bénéficié d'un financement de la Région Réunion pour une installation photovoltaïque.

Les subventions régionales et européennes sont accordées dans la limite de l'enveloppe budgétaire affectée au dispositif « *Kap Photovoltaïque Solidaire* » de la Région Réunion, et dans la limite d'un plafond global des aides de minimis par bénéficiaire. La Région Réunion sollicite le cofinancement des crédits du FEDER sur les dépenses qu'elle réalise sur ce dispositif.

Article 3. VALIDITÉ TEMPORELLE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES

Les subventions accordées par la Région Réunion dans le cadre du dispositif « *Kap Photovoltaïque Solidaire* » sont **valables 18 mois à compter de la date de notification de l'accord de subvention.**

Le Professionnel dispose d'un délai **de 18 mois** à compter de la date de notification de l'accord de la subvention pour réaliser la pose de l'installation **et** transmettre à Energies Réunion l'ensemble des pièces nécessaires au paiement de celle-ci, dans les modalités détaillées dans l'article 5 et les annexes 1.3 et 1.4. Il relève en particulier de sa responsabilité de solliciter et d'obtenir dans ce délai maximum le récépissé de demande complète de raccordement produit par les services d'EDF.

Si aucune suite n'est donnée à un projet subventionné dans un délai de 18 mois à compter de la date de notification de la subvention, la subvention sera rendue caduque. Toute demande de paiement reçue postérieurement au délai de validité de la subvention ne sera pas instruite.

Les signataires de la présente convention réaliseront un suivi de la validité des subventions accordées, en mettant en place des alertes avant l'échéance du délai de validité des subventions accordées.

Article 4. ENGAGEMENTS DES PARTIES

4.1. Engagements de la Région Réunion

La Région Réunion s'engage à :

- Respecter les critères du dispositif « *Kap Photovoltaïque Solidaire* » tels que décrits au sein de la présente convention ;
- Ne pas diffuser en dehors du cadre de cette convention les données techniques recueillies, notamment toute information ayant trait à l'ingénierie des systèmes et aux coûts. Elle pourra communiquer de façon globale sur les résultats de l'opération, et de manière ponctuelle, après accord du Professionnel, sur des cas d'installations jugées exemplaires et reproductibles ;
- Respecter les délais de traitements des demandes en vigueur.

Ces engagements s'entendent dans la limite des budgets et moyens affectés au dispositif.

4.2. Engagements d'Energies Réunion

Energies Réunion s'engage à respecter les critères du dispositif « *Kap Photovoltaïque Solidaire* » tels que décrits au sein de la présente convention. A ce titre, elle s'engage notamment à :

- Respecter les dispositions de la présente convention, notamment en vérifiant le respect des critères d'éligibilité au dispositif et en réalisant une vérification (sur site ou à distance) sur un échantillon de l'ensemble des systèmes installés ;
- Respecter les procédures de traitement des dossiers définies au sein de l'article 5 de la présente convention et au travers de ses annexes ;
- Respecter les délais de traitement des dossiers en vigueur.

Energies Réunion s'engage à informer régulièrement (mensuellement à minima ou sur demande) la Région Réunion et le Professionnel de l'état d'avancement des différents dossiers, notamment s'agissant du délai de validité des subventions, défini à l'article 3.

Dans le cadre de sa mission de service public, Energies Réunion est amenée à informer le Particulier sur les aides en vigueur à La Réunion, sur les produits adaptés à ses besoins de manière neutre et indépendante, et sans nuire à la concurrence entre les différents Professionnels partenaires.

Dans le cadre des autres dispositifs d'accompagnement à la rénovation énergétique portés par la Région Réunion, Energies Réunion pourra être amenée à conduire des diagnostics de performance énergétique chez les particuliers, et à conseiller ceux-ci sur l'ensemble des aides financières dont ils peuvent bénéficier.

Energies Réunion s'engage à ne pas diffuser en dehors du cadre de cette convention les données recueillies lors de l'instruction des dossiers de demande d'aide, notamment toute information ayant trait à l'ingénierie des systèmes, aux coûts, et au nombre d'installations réalisées.

Energies Réunion pourra, de manière ponctuelle et après accord du Professionnel, communiquer sur des cas d'installations jugées exemplaires et reproductibles. La diffusion de données agglomérées et anonymisées est cependant possible.

4.3. Engagements du Professionnel

Le Professionnel s'engage à :

- Respecter les dispositions de la présente convention,
- Respecter les critères du dispositif « *Kap Photovoltaïque Solidaire* » tels que décrits au sein de la présente convention et dans les annexes correspondantes ;
- Fournir les composants, exécuter l'ensemble des services et travaux nécessaires à la conception, la fourniture, installation et mise en service de la centrale photovoltaïque, conformément aux conditions contractuelles, légales ainsi qu'aux règles de l'art ;
- Apporter toutes les informations nécessaires aux Particuliers sur le fonctionnement, l'entretien et l'exploitation de leurs centrales ;
- Réaliser une visite de site pour l'établissement de son devis ;
- Fournir à l'issue de la visite, une **fiche de vérification des prérequis** comportant son visa, permettant d'attester qu'il a pris connaissance de l'état du logement, sur les aspects toiture et installation électrique ;
- **Fournir au Particulier et à Energies Réunion un service de supervision, et tout code d'accès**, permettant de suivre le fonctionnement de l'installation à distance, conformément aux critères de l'annexe 1.1 ;
- **Proposer au Particulier, à l'issue de la période de garantie, un service de maintenance** sur l'ensemble des installations financées par le dispositif « *Kap Photovoltaïque Solidaire* » sous garantie de qualité ; le Particulier est libre d'y souscrire ou non ;
- **Être titulaire d'une certification professionnelle pour son activité photovoltaïque**, portant sur la reconnaissance des capacités professionnelles, techniques et financières de l'entreprise pour la conception et la réalisation de travaux de qualité. La certification sera conforme au référentiel établi selon la norme NF EN ISO 17065, **et la conserver pendant toute la durée de validité de la convention de partenariat** ;
- **Respecter les exigences réglementaires en matière de recyclage des déchets**, notamment pour les modules photovoltaïques en fin de vie, en adhérant à l'éco-organisme SOREN, et en facturant l'éco-participation sur les panneaux qu'il commercialise. Le Professionnel est libre de s'associer à la démarche de réseaux de points d'apports volontaires mis en place par l'éco-organisme SOREN (ex PVCYCLE) à La Réunion ;

- **Fournir aux particuliers bénéficiaires des estimations réalistes de productible et des calculs de rentabilité fiables**, sous format papier ou informatique. Les estimations de productibles seront spécifiques au projet du Particulier concerné, elles doivent notamment tenir compte de sa zone géographique, des masques sur site, de l'orientation et de l'inclinaison du champ solaire, et des caractéristiques électriques du matériel utilisé ;
- Autoriser le CONSUEL à transmettre à Energies Réunion et à la Région Réunion les données techniques issues des centrales photovoltaïques ayant fait l'objet d'une subvention dans le cadre de la présente convention, notamment les rapports de visite et d'audits ;
- Autoriser EDF SEI à transmettre à Energies Réunion et à la Région Réunion les documents et données relatifs aux demandes complètes de raccordement réalisées sur les installations inférieures ou égales à 1 kWc ;
- Adopter une attitude respectueuse et courtoise envers les membres de Energies Réunion et de la Région Réunion, afin de favoriser un climat de confiance et de coopération mutuelle.

Le Professionnel s'engage à accomplir ses meilleurs efforts pour que l'installation, une fois réceptionnée :

- Produise de l'électricité conformément aux estimations de production électrique communiquées préalablement au Particulier et prévisibles pour la zone géographique ;
- Fonctionne pendant sa durée de vie prévisible dans des conditions normales d'utilisation.

Clause de non-transfert du risque

Dans le cadre du dispositif « Kap Photovoltaïque Solidaire », il est expressément convenu que le bénéficiaire, en sa qualité de ménage en situation de précarité énergétique, ne saurait être tenu responsable des aléas techniques, financiers ou contractuels liés à la mise en œuvre du projet.

En conséquence :

- **Aucun surcoût non prévu** au titre du devis initial validé et accepté ne pourra être imputé au bénéficiaire. Toute dépense supplémentaire non budgétisée relève de la seule responsabilité du Professionnel, sauf accord exprès, écrit et préalable du bénéficiaire.
- En cas de **défaillance technique**, de **contre-performance de l'installation**, de **vice caché**, ou de **non-conformité** de l'ouvrage, la responsabilité pleine et entière incombe au Professionnel en charge de l'installation, dans le respect des garanties légales et contractuelles (notamment les garanties décennale, biennale et de parfait achèvement).
- Le bénéficiaire est **expressément exonéré de toute obligation de prise en charge financière** relative à la maintenance, à la réparation ou au remplacement des équipements pendant la durée de garantie prévue au contrat avec le Professionnel, sauf à démontrer la faute du bénéficiaire.

Le Professionnel s'engage à ce que toute installation photovoltaïque commercialisée dans le cadre du dispositif « *Kap Photovoltaïque Solidaire* » bénéficie d'une période de garantie légale de conformité de 2 ans à compter de la date d'achat, au cours de laquelle le professionnel s'engage à intervenir, selon les modalités précisées à l'annexe 1.3 de la présente convention.

Le Professionnel est informé qu'en aucun cas il ne pourra réclamer au Particulier de payer le montant de l'aide régionale et européenne, dans le cas où le paiement de celle-ci serait refusé à l'issue de la procédure d'instruction des dossiers décrite à l'article 5, ou le remboursement sollicité dans les conditions définies à l'article 10 de la présente convention.

Le Professionnel s'engage à posséder au sein de son entreprise les compétences professionnelles nécessaires, acquises par la formation initiale ou continue, et/ou par une pratique confirmée.

Le Professionnel devra également être à jour de ses obligations légales, et disposer pendant toute la durée du partenariat des garanties et assurances légales couvrant explicitement l'ensemble des activités et travaux qu'il réalise. Pour ce faire, le Professionnel renouvellera à échéance annuelle les pièces obligatoires pour le maintien du partenariat, listées en annexe 1.2.

Le Professionnel s'engage également à n'installer chez le Particulier que des matériels et équipements photovoltaïques conformes aux exigences réglementaires en vigueur, à la convention, ainsi qu'aux cahier des charges des installations subventionnées défini en annexe 1.1.

Le Professionnel s'engage à informer le Particulier sur les différentes conditions de garantie possibles pour son installation. Il fournira également au Particulier tous les éléments nécessaires à l'exercice du bénéfice des garanties matérielles.

Dans ses pratiques commerciales, le Professionnel devra assurer auprès du Particulier un rôle de conseil, l'assister dans le choix des solutions les mieux adaptées, compte tenu des besoins électriques du Particulier, du gisement solaire local, des contraintes du site, et des possibilités de raccordement au réseau.

Le Professionnel s'engage à respecter la réglementation en vigueur concernant la vente à domicile, en particulier les articles L121-1 et suivants du Code de la Consommation. Il s'engage également à respecter la loi n°2020-901 du 24 juillet 2020 visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux.

Le Professionnel s'engage à n'utiliser les données personnelles du Particulier qu'aux fins d'obtention du financement du projet « *Kap Photovoltaïque Solidaire* », et pour satisfaire les obligations liées à la présente convention.

Le « *Kap Photovoltaïque Solidaire* » est une aide publique dont les critères d'attribution relèvent uniquement des compétences de la Région Réunion et de l'Union Européenne. En aucun cas le Professionnel ne pourra :

- Présumer de l'éligibilité d'un dossier,
- Prétendre intervenir pour le compte de la Région Réunion,
- Se servir de l'appellation « partenaire de la Région Réunion » pour induire le Particulier en erreur, ou forcer une vente.

Règles à respecter en matière de publicité européenne

Les règles à respecter en matière de publicité européenne ainsi que les logos et panneaux à utiliser sont disponibles sur le [site Web de la Région Réunion](#), rubrique « [Votre projet FEDER 2021-2027](#) », dans la [fiche annexe au guide du bénéficiaire : Fiche publicité de l'intervention de l'Union européenne \(FEDER\)](#)

Le professionnel s'engagera à **mentionner sur le devis et la facture qu'il s'agit de l'opération « Kap Photovoltaïque Solidaire », cofinancée par la Région Réunion et l'Union Européenne.**

Les devis devront être établis avec la **mention « devis sous réserve d'accord de financement régional et européen » relative à l'incitativité de l'aide européenne.** Tout devis ne comportant pas ces mentions sera rejeté à l'issue du processus d'instruction.

Le professionnel s'engage à **respecter les obligations de publicité et d'information sur l'intervention de l'Union Européenne**, conformément au règlement (UE) 2021/1060. Toute communication autour du dispositif « *Kap Photovoltaïque Solidaire* », devra mentionner le financement du dispositif par la Région Réunion et l'Union Européenne, et devra faire l'objet d'une validation de la part des services de la Région Réunion.

En tant que partenaire du dispositif *Kap Photovoltaïque Solidaire*, le Professionnel devra respecter les dispositions suivantes en matière de publicité européenne :

- **Apposition du logo de la Région Réunion et du logo de l'Union Européenne sur tous les supports et/ou événements concernant le dispositif, y compris les devis et factures ;**
- **Apposition d'un autocollant type « financé par l'Union Européenne » sur les parties visibles de l'installation (onduleur, coffrets,, etc.) ;**
- **Insertion de la mention « le dispositif Kap Photovoltaïque Solidaire est financé par la Région Réunion et l'Union Européenne » sur tous les outils de communications papier/PLV ;**
- **Mention du soutien financier de la Région Réunion et de l'Union Européenne sur les supports de communication multimédia présentant le projet : site internet, réseaux sociaux, bulletin, journal, etc. ;**
- **Mention de la participation financière de la Région Réunion et de l'Union Européenne lors de communication vers les médias (TV, radio, presse, etc.).**
- Sur les réseaux sociaux, il est demandé au Professionnel de faire référence à la Région Réunion et à l'Europe dans les posts.
- Si le professionnel est amené à communiquer vers la presse (locale, régionale, nationale), il convient de préciser le soutien de la Région Réunion et de l'Europe dans les communiqués et dossiers de presse ainsi qu'en cas d'interview (tv/radio/presse).

Aucun document mentionnant le logo de la Région Réunion et du logo de l'Union Européenne ne pourra être édité sans accord préalable. Toute utilisation doit faire l'objet d'une demande auprès de la Direction de la Communication de la Région Réunion avec l'envoi d'un bon à tirer (BAT) à l'adresse : communication@cr-reunion.fr.

Tout document de communication créé pour la promotion du *Kap Photovoltaïque Solidaire* devra faire l'objet d'une validation préalable auprès de la Direction de la Communication de la Région Réunion avec l'envoi d'un bon à tirer (BAT) à l'adresse : communication@cr-reunion.fr.

Article 5. PROCEDURE DE TRAITEMENT DES DOSSIERS

Les étapes ci-dessous doivent être respectées par l'ensemble des parties.

Étape 1 : Repérage et accompagnement du ménage bénéficiaire

Une communication spécifique au dispositif « *Kap Photovoltaïque Solidaire* » sera déployée par la Région Réunion.

Les ménages potentiellement éligibles sont identifiés à travers les dispositifs d'aide déjà mis en œuvre par la Région Réunion et Énergies Réunion, visant les mêmes publics cibles.

À titre indicatif, une communication peut être relayée via les dispositifs existants tels que Effikaz ou SLIME, afin de faire connaître le dispositif Kap Photovoltaïque Solidaire auprès des ménages concernés.

Les ménages intéressés pourront ensuite contacter directement la SPL Énergies Réunion via son standard téléphonique pour obtenir des informations complémentaires et initier leur démarche.

Energies Réunion se réserve le droit de contacter, dans la limite du Règlement Général de Protection des Données, les bénéficiaires potentiels pour leur présenter le dispositif « *Kap Photovoltaïque Solidaire* » et pour constituer un nouveau dossier de demande d'aide, dont les pièces sont énumérées en annexe 1.4.

La liste des entreprises partenaires du dispositif « *Kap Photovoltaïque Solidaire* », ainsi que la grille tarifaire applicable est communiquée au bénéficiaire, afin qu'il puisse, à l'issue de cette étape, réaliser une demande de devis.

Le dossier de demande d'aide est accessible au format numérique sur le site Web d'Energies Réunion et de la Région Réunion. Il est disponible au format papier dans :

- Les mairies annexes des communes actionnaires d'Energies Réunion ;
- Les Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS) ;
- Les Maisons France Services ;
- Les antennes de la Région Réunion.

Des permanences pourront être mises en place par Energies Réunion au sein de ce réseau de points d'accueil pour permettre de conseiller et d'accompagner le ménage dans sa demande de subvention.

Étape 2 : Demande de devis du bénéficiaire et visite de site du Professionnel

Sur demande du bénéficiaire, le Professionnel réalise une visite de site à l'issue de laquelle il établit une vérification des prérequis nécessaire à l'installation photovoltaïque, remplit une fiche de vérification des prérequis (cf. annexe 1.1). **La visite de faisabilité du Professionnel est obligatoire lors de la demande de devis.**

Le devis est ensuite établi par le Professionnel en tenant compte des spécificités du ménage bénéficiaire : état du logement, profil de consommation, contraintes spécifiques de site. L'installation reste néanmoins standardisée, conformément au taux minimal d'autoconsommation fixé à 85 %, ce qui implique des centrales de 1 ou 2 panneaux. Le gain théorique estimé sur la facture devra ensuite être mentionné sur la fiche.

Après signature du devis, à l'expiration du délai de rétractation légal, **le Professionnel mandaté expressément par le bénéficiaire à cet effet transmet**, par voie dématérialisée (par courriel jusqu'à la mise en service de la plateforme dédiée en ligne) à Energies Réunion, **le devis ainsi que la fiche de vérification des prérequis.**

Étape 3 : Instruction du dossier de demande : complétude et conformité

Energies Réunion s'assure :

- De la complétude du dossier et en informe le bénéficiaire et le Professionnel, en lui envoyant un document déclarant la complétude du dossier par courriel jusqu'à la mise en service de la plateforme dématérialisée,
- De procéder à la vérification de la conformité du dossier, en adéquation avec les critères posés par la présente convention dans un délai maximum de 15 jours calendaires à compter de la complétude du dossier. La date faisant foi est celle de l'accusé réception du dossier complet.

Dans le cas où le dossier est incomplet ou non conforme, le bénéficiaire et le Professionnel en sont informés par courriel jusqu'à la mise en service de la plateforme dématérialisée, avec la mention de la pièce manquante qu'il doit ajouter ou de la pièce non conforme qu'il doit modifier le cas échéant.

Dans le cas où le Professionnel réalise la pose avant d'avoir reçu la notification d'éligibilité, la subvention du dossier concerné ne pourra être payée au Professionnel. En aucun cas le Professionnel ne pourra exiger du particulier qu'il procède au paiement du montant de la subvention.

Energies Réunion se réserve le droit au cours de cette étape de demander des informations complémentaires au Professionnel sur les produits, techniques, ou hypothèses de calcul utilisées. Dans le cas particulier où, à ce stade de la procédure, deux Professionnels auraient déposé un dossier de demande d'aide pour le même Particulier, il appartiendra au Particulier de choisir le Professionnel qui réalisera son projet photovoltaïque et d'informer Energies Réunion par écrit de sa décision ferme et définitive. Energies Réunion pourra à ce stade communiquer par écrit avec le Particulier pour l'informer des dossiers de demande le concernant, et le demander de choisir son Professionnel.

En fin d'étape 3, Energies Réunion informe la Région Réunion de la complétude et de la conformité du dossier par rapport aux critères établis aux présentes. Energies Réunion informe le Professionnel du statut de ses dossiers. Seuls les dossiers complets et conformes aux présentes sont transmis à la Région Réunion. En cas de contrôle par la Région Réunion relevant une erreur, le dossier est renvoyé à Energies Réunion pour mise en conformité.

En aucun cas il ne sera considéré que le dossier de demande de subvention est conforme de manière tacite ou implicite. La complétude et la conformité d'un dossier de demande de subvention font obligatoirement l'objet d'une notification de la part de Energies Réunion.

Étape 4 : Notification d'éligibilité par la Région Réunion

Après que la conformité du dossier a été validée par Energies Réunion, la Région Réunion procède à des contrôles de cohérence sur les dossiers reçus. Le cas échéant, la Région Réunion prépare et notifie un arrêté d'attribution de la subvention au Professionnel et transmet au Particulier un courrier lui notifiant la décision d'attribution de la subvention. Energies Réunion est informée des notifications transmises.

Il n'y a pas de paiement de subvention à cette étape. Dans le cas où le projet est abandonné à ce stade, le Professionnel doit informer par écrit Energies Réunion et la Région Réunion. Celle-ci procédera au désengagement des fonds alloués au projet et le Professionnel ne pourra transmettre une demande de paiement.

Étape 5 : Réalisation de la centrale

Le Professionnel réalise la pose de la centrale photovoltaïque uniquement après avoir reçu l'arrêté de subvention (notification d'éligibilité) de la Région Réunion (document transmis en fin d'étape 4).

Dans tous les cas, bien que ce ne soit pas exigé au dossier de subvention, la pose de la centrale photovoltaïque nécessite que le professionnel ait déposé une déclaration préalable de travaux en Mairie et obtenu le certificat de non-opposition. La réglementation en vigueur à date d'écriture de la présente convention précise que pour toute centrale photovoltaïque inférieure à 3 kW, le professionnel doit également déclarer l'installation à EDF, en vue de l'établissement d'une convention d'autoconsommation sans injection.

La centrale photovoltaïque doit être conforme au devis signé par le Particulier joint au dossier de demande de subvention, ainsi qu'aux critères définis en annexe.

A la fin des travaux, le Particulier signe un procès-verbal de réception des travaux (après les levées de toutes réserves), et procède au paiement de la part qui lui reste à charge une fois la subvention déduite, conformément aux modalités de paiement établies dans le contrat de vente entre le Particulier et le Professionnel.

Étape 6 : Transmission de la demande de paiement

Le Professionnel mandaté à cet effet transmet à Energies Réunion par courriel jusqu'à la mise en service de la plateforme dématérialisée les pièces nécessaires au paiement de l'aide, pièces listées à l'Annexe 1.4, dans un délai maximal de 18 mois à compter de la date de notification de la subvention. La demande de paiement ne pourra intervenir que postérieurement à la date de notification de la subvention et avant l'expiration du délai de 18 mois susmentionné.

En cas de modification du devis ayant servi de base à l'attribution de la subvention, le Professionnel devra obligatoirement fournir le dernier devis signé du Particulier lors de la transmission des pièces de paiement et en faire le rattachement au dossier de demande de subvention (par courriel jusqu'à la mise en service de la plateforme dématérialisée).

Cette modification de devis n'est possible que dans la mesure où le montant total subventionné, n'est pas affecté :

1. **Les modifications dites non substantielles**, c'est-à-dire qui n'affectent pas le délai de validité de la subvention et/ou le montant de la subvention et le montant du cofinancement Européen, devront faire l'objet d'une déclaration au dépôt de la demande de paiement de la subvention ;
2. **Les modifications dites substantielles**, qui entraînent un changement du montant total subventionné, notamment lorsque la puissance installée est inférieure à celle figurant sur le devis initial (ce qui conduit à une aide calculée sur une puissance plus élevée que celle effectivement installée), devront faire l'objet d'une demande de modification de la demande de subvention, avant l'installation. La demande de modification fera l'objet d'une décision modificative, à réception de laquelle le Professionnel pourra présenter la demande de paiement de la subvention.

À noter que si la puissance installée est supérieure à celle du devis, cela n'est pas considéré comme une modification substantielle, car le bénéficiaire est alors avantagé (l'aide reste limitée au montant calculé sur la puissance initiale).

Si la demande de paiement intervient plus de 18 mois à compter de la date de notification de la subvention, la Région Réunion et Energies Réunion n'instruiront pas la demande.

Étape 7 : Instruction de la demande de paiement

Energies Réunion vérifie la conformité des pièces reçues dans un délai maximum de 15 jours calendaires à compter de la réception de la demande complète de paiement. En aucun cas il ne sera considéré que le dossier de demande de paiement est conforme de manière tacite ou implicite. La complétude et la conformité d'un dossier de demande de paiement font obligatoirement l'objet d'une notification de la part d'Energies Réunion.

Energies Réunion se réserve le droit de demander des informations complémentaires au Professionnel sur les produits ou techniques employés, ainsi que des précisions sur l'ensemble des pièces reçues pour la demande de paiement.

Si l'installation photovoltaïque est conforme aux critères d'éligibilité ainsi qu'au devis pris en compte pour le calcul de la subvention, Energies Réunion transmet à la Région Réunion une copie des pièces du dossier de paiement et l'informe de la conformité pour le versement de la subvention.

Si l'installation photovoltaïque n'est pas conforme aux critères d'éligibilité et/ou au devis pris en compte pour le calcul de la subvention, Energies Réunion en informe la Région Réunion et le Professionnel.

A défaut de preuve de mise en conformité de l'installation, du dossier de demande de paiement, ou si la liste des pièces nécessaire au paiement n'est pas complète, Energies Réunion ne transmettra pas le dossier pour paiement à la Région Réunion.

Un dossier déclaré éligible à l'étape 3 peut être refusé en paiement à l'étape 6, tant que le Professionnel n'a pas transmis à Energies Réunion une demande de paiement complète et conforme aux exigences de la présente convention.

En aucun cas il ne sera considéré que le dossier de demande de paiement est conforme de manière tacite ou implicite. La complétude et la conformité d'un dossier de demande de paiement font obligatoirement l'objet d'une notification de la part de Energies Réunion.

Étape 8 : Paiement du montant de la subvention

Après vérification des pièces décrites à l'annexe 1.4, la Région Réunion procède au mandatement de l'aide au Professionnel dans un délai de 45 jours ouvrés à compter de la réception au sein de ses services des pièces nécessaires à ce mandatement.

Seuls les dossiers jugés complets et conformes seront traités par la Région Réunion.

La Région Réunion précise que les procédures budgétaires et délais d'engagement des enveloppes peuvent conduire à devoir stopper l'attribution de subvention régionale et européenne pendant certaines périodes.

Le paiement du montant de la subvention est exécutable dans la limite de l'enveloppe engagée par la Région Réunion et dans la limite des budgets affectés au dispositif, et dans la limite d'un plafond du régime des aides de minimis.

Article 6. CONTROLE DE L'EXECUTION DE L'OPERATION

6.1. Contrôle en cours d'instruction de l'opération

Energies Réunion peut, à toute étape de la procédure, de manière discrétionnaire ou à la demande de la Région Réunion, de l'Union Européenne ou du Particulier, s'assurer auprès du Particulier de la bonne exécution de l'opération et de sa satisfaction, aux moyens de visites ou de contacts téléphoniques. A ce titre, les dossiers de demande de subvention devront comporter les coordonnées complètes des Particuliers concernés.

Dans l'hypothèse où le Particulier constate une anomalie dans le bon déroulement du dispositif, ou de manière générale, dans le bon déroulement de son projet photovoltaïque, il peut en informer la Région Réunion et Energies Réunion, qui pourront le cas échéant procéder à l'étude du dossier. Un échange sera entrepris avec le Professionnel, pouvant aboutir à l'acceptation ou au rejet définitif du dossier.

6.2. Contrôle après exécution de l'opération

La Région Réunion ou l'Union Européenne pourront faire procéder à toutes opérations d'audit technique de conformité sur les centrales qui auront bénéficié de leurs aides. L'audit technique pourra être réalisé dans la continuité des vérifications préalables au paiement ou à tout autre moment après paiement. Les audits pourront être effectués par Energies Réunion ou un autre prestataire, en présence ou non d'un représentant du Professionnel.

La Région Réunion et Energies Réunion se réservent également la possibilité de mandater un bureau d'études ou un organisme de contrôle agréé pour effectuer un audit technique des installations.

Le Professionnel en sera informé et pourra être présent lors de ces audits. Il devra cependant pour cela se conformer aux créneaux proposés par l'organisme qui aura la charge de les effectuer.

Sur un échantillon minimal représentant 20% des dossiers de demande de paiement reçus, Energies Réunion vérifie auprès du Particulier l'état de fonctionnement de l'installation en réalisant une vérification sur site ou à distance.

L'échantillon de contrôle sera établi par Energies Réunion de manière la plus représentative possible au regard des critères suivants, par ordre de priorité :

- Nombre de dossiers de demande de paiement reçus par entreprise
- Situation géographique des installations.

L'échantillon de contrôle sera augmenté dans le cas où des non-conformités majeures auront été constatées de manière récurrente sur les installations d'un Professionnel.

Les contrôles feront l'objet d'un rapport mentionnant les non-conformités relevées ainsi que leur degré d'importance (non-conformité majeure ou mineure, ou observation). Ce rapport sera adressé au Professionnel avec une mise en demeure de remise en conformité, assortie d'un délai d'un mois.

Avant l'expiration de ce délai, le Professionnel devra fournir à Energies Réunion et à la Région Réunion un rapport de mise en conformité et toute preuve qu'il jugera nécessaire pour justifier de la levée des réserves mentionnées dans le rapport de contrôle. Une contre-visite pourra être organisée sur l'installation concernée.

Si la mise en conformité de l'installation n'a pas été réalisée dans un délai d'un mois courant à compter de la notification de la mise en demeure, la Région Réunion ou son représentant pourra solliciter le remboursement de la subvention dans les conditions définies à l'article 10 de la présente convention.

Le Titulaire pourra en outre faire l'objet d'une suspension du traitement de ses dossiers de demande d'aide dans les conditions définies aux articles 10 et 11 de la convention.

De manière périodique, Energies Réunion adressera à la Région Réunion et aux Professionnels partenaires un bilan global des contrôles réalisés.

6.3- Contrôle de l'utilisation des fonds publics

Dans le cadre des présentes, le Professionnel reconnaît et accepte que la Région Réunion et l'Union Européenne, en leur qualité de pourvoyeur de fonds publics, puisse faire procéder à des contrôles ou audits au sein de la société du Professionnel, afin de vérifier l'utilisation des fonds publics alloués et de s'assurer du respect des engagements pris par le Professionnel.

Le Professionnel consent à coopérer pleinement avec les représentants désignés par la Collectivité pour effectuer ces contrôles ou audits, en fournissant tous les documents, informations et accès nécessaires à la réalisation de ces vérifications. Le Professionnel garantit également que toutes les informations fournies dans le cadre de ces contrôles ou audits seront exactes, complètes et transparentes.

Le Professionnel reconnaît que ces contrôles ou audits peuvent être réalisés à tout moment pendant la durée d'exécution des présentes, ainsi qu'après sa résiliation ou son expiration, dans la limite des délais de prescription applicables.

Le Professionnel reconnaît en outre que la Collectivité peut se fonder sur les résultats de ces contrôles ou audits pour prendre toute mesure appropriée, y compris mais sans s'y limiter, celles décrites aux articles 10 et 11 des présentes.

Le Professionnel reconnaît que cette clause est conforme au droit français et aux principes de bonne gestion des fonds publics.

Article 7. UTILISATION ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

7.1. Informations statistiques

Le Professionnel accepte que les prix qu'il pratique soient utilisés par la Région Réunion et Energies Réunion pour renseigner des indicateurs globaux que la Région Réunion souhaiterait exploiter sous réserve qu'aucune donnée individuelle ou nominative ne soit publiée.

Les données techniques fournies par le Professionnel (puissance, surface, répartition géographique des centrales par exemple) peuvent également être exploitées de manière statistique par Energies Réunion et la Région Réunion, sans qu'aucune donnée individuelle ou nominative ne soit publiée.

De manière trimestrielle, un bilan du dispositif est présenté par Energies Réunion à la Région Réunion. De manière périodique, et après accord expresse de la Région Réunion, un bilan global du dispositif pourra être présenté aux Professionnels partenaires.

7.2. Protection des données à caractère personnel

Chaque partie est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel mis en œuvre aux fins de l'exécution des prestations, notamment le Règlement Général de Protection des Données (RGPD).

Les Parties s'engagent ainsi à se rapprocher afin de définir les rôles et responsabilités de chacune d'entre elles à l'égard dudit traitement et à mettre en place toutes les mesures visant à protéger les droits des personnes.

Les Parties concluront alors, selon les cas, une convention de sous-traitance ou de co-responsables de traitement visant à définir les moyens, finalités et modalités de mise en œuvre du traitement ainsi que les obligations et responsabilités de chacune d'entre elles.

Les données collectées auprès des particuliers sont uniquement celles qui sont nécessaires et suffisantes à l'attribution de l'aide régionale et à la vérification du bon fonctionnement de l'installation.

Les particuliers bénéficiaires sont informés sur l'utilisation de leurs données dès la collecte, et des finalités de traitement de leurs données. Les particuliers bénéficiaires sont également informés des modalités d'accès, de rectification et de suppression de leurs données lors de la demande de subvention.

Article 8. DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à partir de sa date de signature par les trois parties pour une durée de trois ans, avec un effet rétroactif à la date de dépôt de dossier de candidature complet pour les dossiers de demande d'aide.

La présente convention est applicable aux dossiers de demande d'aide de la phase expérimentale dont le devis a été signé à partir de la date de dépôt de dossier de candidature complet. Ceux-ci seront traités conformément aux dispositions ci-contractuellement définies.

Toute installation dont la date de commande est antérieure à la date de dépôt du dossier de candidature complet ne pourra faire l'objet d'une demande d'aide au titre de la présente convention. La présente convention est exécutable dans la limite de l'enveloppe engagée par la Région Réunion pour l'opération et dans la limite des budgets affectés dans le cadre du programme POE FEDER FSE+ 2021-2027 (volet FEDER).

La Région Réunion précise que les procédures budgétaires et délais d'engagement des enveloppes peuvent conduire à devoir stopper l'attribution de subvention pendant certaines périodes.

A l'issue de la phase expérimentale du dispositif « Kap Photovoltaïque Solidaire », la présente convention pourra être reconduite dans les mêmes conditions ou selon des modalités adaptées en fonction des résultats de la phase expérimentale, sauf dénonciation écrite formulée par l'une des parties avec un préavis d'un mois avant l'expiration de la convention.

La convention continuera à produire ses effets après sa dénonciation pour tous les dossiers en cours d'instruction à compter de cette date. Ces dossiers seront traités jusqu'au contrôle postérieur au paiement de la subvention ou, à défaut, à la décision de rejet définitif de la demande.

Article 9. AVENANTS

La présente convention pourra faire l'objet d'avenants, en accord avec les trois Parties à la présente convention.

A l'issue de la phase expérimentale, la Région Réunion pourra décider, après évaluation des résultats obtenus, et sous réserve des dispositions techniques, juridiques et budgétaires applicables :

- Soit de prolonger et/ou d'étendre territorialement le partenariat conclu en phase expérimentale, selon des modalités ajustées qui seront définies par une convention de partenariat mise à jour entre la Région Réunion, Energies Réunion et le Professionnel ; les modalités de la phase de massification pourront être ajustées par voie d'avenant, d'un commun accord entre les parties le cas échéant ;
- Soit de ne pas donner suite à l'expérimentation, et de mettre fin au partenariat conclu pour la phase expérimentale, sans que cette décision n'ouvre droit à compensation ou indemnité au profit de l'entreprise partenaire.

Article 10. SANCTIONS

La Région Réunion se réserve le droit de demander le remboursement de la subvention versée au Professionnel ou de suspendre le traitement des dossiers de demande d'aide déposé par ce dernier dans les cas suivants :

10.1. Remboursement de la subvention

Dans le cas où, à l'issue des opérations de contrôles définies à l'article 6, les non-conformités relevées ne seraient pas résolues à l'expiration de la mise en demeure prévu audit article, le Professionnel sera tenu de rembourser intégralement le montant de la subvention perçue à compter de la notification qui lui aura été faite par la Région Réunion, son représentant ou tout organisme habilité à cet effet. Le délai accordé pour le remboursement de la subvention sera mentionné dans le titre exécutoire émis par la Région Réunion.

Le remboursement de la subvention ne fait pas obstacle à la possibilité de mettre en œuvre la clause de résiliation prévue à l'article 11 de la présente convention. Le remboursement de la subvention est également dû dans le cas où le Particulier sollicite ou perçoit, pour la même installation, la prime à l'investissement « Pk » instaurée par l'arrêté du 5 janvier 2024 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations [...] utilisant l'énergie solaire photovoltaïque et situées [...] à La Réunion [...].

10.2. Suspension du traitement des dossiers de demande d'aide

Toute mise en demeure adressée dans les conditions définies à l'article 11.C.2 de la présente convention entraînera automatiquement la suspension du traitement des dossiers de demande d'aide en éligibilité ou en paiement. Cette suspension prend effet de plein droit à compter de la notification de la mise en demeure susvisée jusqu'à la mise en conformité du Professionnel constatée par la Région Réunion ou Energies Réunion ou tout organisme habilité à cet effet.

Aucun nouveau dossier ne pourra ainsi être déposé par le Professionnel avant la notification du constat de mise en conformité. Tout dossier déposé par le Professionnel entre la date de notification de la mise en demeure ayant entraîné la suspension du traitement de ses dossiers et celle du constat de mise en conformité, sera rejeté de plein droit et ne pourra être pris en charge dans le cadre de la présente convention.

Le traitement des dossiers déposés par le Professionnel avant la notification de la mise en demeure continuera à être réalisé dans les conditions définies à l'article 5 de la présente convention.

Au cours de la période de suspension, le Professionnel sera exclu de toute opération de communication et de publicité relatives au dispositif. A ce titre, il ne sera plus référencé comme entreprise partenaire du dispositif d'aide régionale. De plus, l'accès du professionnel à la plateforme dématérialisée de demande d'aide sera impossible.

10.3. Exclusion du dispositif pour fraude ou tentative de fraude

Dans le cas où seraient constatés :

- Une fraude ou une tentative de fraude du Professionnel,
- Une condamnation pénale du Professionnel, lors des trois dernières années,
- Une décision de résiliation pour non-respect de clause contractuelle dans le cadre des dispositions prévues aux présentes, ou dans un autre contrat signé entre le Professionnel et la Région Réunion,

La Région Réunion exclura le Professionnel du dispositif pour une durée de 3 ans à compter de :

- L'information faite au Professionnel du constat de la fraude ou de la tentative de fraude. Cette information du constat de fraude ou de tentative de fraude se fera par lettre recommandée avec accusé réception.
- La date de la condamnation pénale constatées lors des trois dernières années
- La date de la décision de résiliation.

Le Professionnel ne pourra plus se prévaloir de la qualité de partenaire de la Région Réunion, ne pourra plus faire acte de candidature, ni soumettre de dossiers de demande d'aide ou de paiement. Cette exclusion concerne tout dispositif d'aide financé par la Région Réunion, actuel ou futur.

Article 11. RESILIATION

A compter de la prise d'effet de la décision de résiliation, le Professionnel cessera immédiatement de se prévaloir de toute référence et d'user de l'appellation « partenaire de la Région Réunion ».

A. Résiliation simple

Moyennant le respect d'un préavis d'un mois, la présente convention pourra être résiliée à tout moment, indépendamment de toute faute, sur demande de l'une des parties formulées par lettre recommandée avec accusé réception adressée à chacune des deux autres parties. La décision de résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité au profit de l'une ou l'autre des Parties.

Le Professionnel devra continuer à se conformer aux dispositions de la présente convention jusqu'à l'achèvement de toutes les installations ayant déjà reçu une décision d'éligibilité au dispositif « Kap Photovoltaïque Solidaire » à la date de notification de la décision de résiliation.

La présente convention continuera ainsi à produire ses effets entre toutes les Parties jusqu'au paiement du dernier dossier déclaré conforme et ayant été éligible au moment de la notification de la décision de résiliation.

B. Résiliation pour événements extérieurs à la convention

B1 Sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, la convention est résiliée, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du Code de Commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Professionnel.

En cas de liquidation judiciaire du Professionnel, la convention est résiliée, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du Code de Commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Professionnel.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le Professionnel, à aucune indemnité.

B2 Arrêt du dispositif Kap Photovoltaïque Solidaire

En cas d'arrêt du dispositif régional « Kap Photovoltaïque Solidaire », la présente convention sera résiliée de plein droit, sans mise en demeure préalable ni droit à indemnité, par courrier recommandé avec accusé de réception postal ou électronique.

La présente convention continuera néanmoins à produire ses effets entre toutes les Parties jusqu'au paiement du dernier dossier déclaré conforme et ayant été éligible au moment de la notification de la décision de résiliation.

C. Résiliation pour faute

C.1 La Région Réunion ou son représentant peut résilier la convention pour faute du Professionnel en cas de manquement grave de ce dernier à l'une des obligations essentielles imposées par la présente convention, notamment dans les cas suivants :

- a) Le Professionnel contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- b) Le Professionnel s'est livré, à l'occasion de l'exécution de la convention, à des actes frauduleux ou à des malversations ;
- c) Postérieurement à la signature de la présente convention, le Professionnel ou son représentant a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- d) Le Professionnel ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, après que le manquement a fait l'objet d'une constatation contradictoire et d'un constat émis par Energies Réunion ou par toute personne ou organisme habilité à cet effet ;
- e) Le Professionnel déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- f) Le Professionnel a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance ou n'a pas respecté les obligations relatives aux sous-traitants éventuellement mentionnées dans la présente convention ;
- g) Le Professionnel n'a pas produit les attestations d'assurances dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la demande de la Région Réunion ou de Energies Réunion ou de leurs représentants ;
- h) Postérieurement à la signature de la convention, les renseignements ou documents produits par le Professionnel à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à la signature de la présente convention s'avèrent inexacts ;
- i) Lors de l'analyse des dossiers de demande d'aide ou postérieurement à celle-ci, les renseignements ou documents fournis par le Professionnel à l'appui de sa demande s'avèrent inexacts ;
- j) En cas de dissimulation ou de falsification d'informations devant être communiquées aux autres Parties ou au Particulier ;
- k) Le Professionnel ne se conforme pas à l'une des exigences mentionnées à l'article 4.3 de la présente convention ;
- l) Lors des audits de certification, le CONSUEL (ou tout autre organisme mandaté par les organismes de certification) constate que le Professionnel n'a plus les compétences requises ou ne respecte pas les engagements demandés pour le référentiel de certification ;
- m) La pose de l'installation a été réalisée avant la date de réception d'un dossier de demande complet et conforme, ou pendant une période non couverte par l'assurance du Professionnel ;
- n) Le Professionnel ne s'acquitte pas du remboursement de la subvention prévue en cas d'installation non-conforme à l'article 10 de la présente convention.
- o) L'installation a été réalisée sans déclaration préalable de travaux ou n'a pas fait l'objet d'une déclaration complète et conforme aux services d'EDF.

C.2 Sauf dans les cas prévus aux b), c), e) et h) ci-dessus, une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution, doit avoir préalablement été notifiée au Professionnel par la Région Réunion et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, la Région Réunion informe le Professionnel de la sanction envisagée ainsi que de la suspension automatique du traitement de ses dossiers dans les conditions définies à l'article 10 de la présente convention et l'invite à présenter ses observations.

A l'expiration de la mise en demeure, la Région Réunion pourra provoquer ou accéder à une demande de conciliation effectuée par le Professionnel avant la notification de la décision de résiliation. La démarche de conciliation est une simple faculté et ne saurait constituer un préalable obligatoire à la résiliation de la convention.

La décision de résiliation de la convention est notifiée au Professionnel par courrier recommandé avec accusé de réception postal ou électronique. La résiliation prend effet à compter de la date mentionnée dans la décision ou, à défaut, à compter de sa notification.

C.3 La résiliation de la convention ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le Professionnel.

C.4 La résiliation de la présente convention pour faute du Professionnel entraîne le rejet automatique des dossiers de demande d'aide en éligibilité et/ou en paiement en cours d'instruction à la date d'effet de la décision de résiliation.

Le Professionnel devra réaliser les travaux pour lesquels il s'est engagé auprès du Particulier à ses frais et risques.

Tout dossier de demande de paiement déclaré conforme avant la date d'effet de la décision de résiliation fera en revanche l'objet du versement de la subvention dans les conditions définies à l'article 5 de la présente convention.

C.5 En cas de faute quelconque du Professionnel qui ne revêtirait pas le caractère de manquement grave à une obligation essentielle, la Région Réunion peut mettre en demeure le Professionnel de mettre un terme au manquement incriminé dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification de sa mise en demeure.

En cas de non-respect des prescriptions de la mise en demeure dans le délai imparti, la Région Réunion pourra suspendre le traitement des dossiers de demande d'aide en éligibilité ou en paiement déposé par le Professionnel postérieurement à l'expiration de la mise en demeure et jusqu'au constat de mise en conformité du Professionnel. La décision de suspension du traitement des dossiers ainsi que le constat de mise en conformité sont notifiées au Professionnel par la Région Réunion ou Energies Réunion par tout moyen permettant de donner date certaine. En cas de retard supérieur à 30 jours calendaires à compter de l'expiration de la mise en demeure susvisée, la faute constatée sera considérée comme un manquement grave à une obligation essentielle susceptible d'entraîner la résiliation de la convention dans les conditions définies à l'article 11.C.2. La répétition d'une même faute simple, déjà dûment constatée par la Région Réunion ou Energies Réunion et ayant fait l'objet d'une première mise en demeure, sera également considérée comme un manquement grave à une obligation essentielle susceptible d'entraîner la résiliation de la convention dans les conditions définies à l'article 11.C.2.

Dans tous les cas de résiliation pour faute évoqués au présent article, le Professionnel est exclu de tout dispositif d'aide financé par la Région Réunion, actuel ou futur, pendant une durée de trois (3) ans à compter de la date de la décision de résiliation.

Article 12. REGLEMENT DES DIFFERENDS

Le présent contrat est soumis au droit français.

Les Parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de la convention ou à l'exécution des prestations objet de la convention.

A défaut de règlement à l'amiable, tout litige relatif à l'exécution et/ou de l'interprétation de la présente convention relève de la compétence du tribunal administratif de Saint-Denis de La Réunion.

Article 13. ANNEXES

Les annexes à la présente convention en font partie intégrante et emportent de ce fait une valeur juridique.

Il s'agit de :

- Annexe 1.1 : Cahier des charges des installations subventionnées
- Annexe 1.2 : Adhésion du Professionnel au dispositif « *Kap Photovoltaïque Solidaire* »
- Annexe 1.3 : Critères d'intervention techniques et financiers
- Annexe 1.4 : Caractéristiques des dossiers de demandes d'aide et de demande de paiement

Fait en 3 exemplaires originaux, le

Pour le Professionnel	Pour Energies Réunion	Pour la Région Réunion
Signature (Mention manuscrite « Lu et approuvé »)	Signature (Mention manuscrite « Lu et approuvé »)	Signature (Mention manuscrite « Lu et approuvé »)
(Nom et qualité du signataire)	(Nom et qualité du signataire)	(Nom et qualité du signataire)

Annexe 1.1 Cahier des charges des installations subventionnées

1.1.1. Utilisation de l'énergie produite

Toutes les installations financées par le dispositif « *Kap Photovoltaïque Solidaire* » devront être en autoconsommation totale. A ce titre, la majeure partie de l'énergie solaire produite par l'installation financée devra être consommée sur place par le foyer bénéficiaire. Les installations seront paramétrées de manière qu'il n'y ait pas de vente de surplus ni d'injection d'électricité sur le réseau public (bridage de l'excédent).

Toute modification ultérieure de l'usage de l'électricité produite par une centrale financée par le « *Kap Photovoltaïque Solidaire* » est interdite, pendant toute la durée de la convention d'autoconsommation sans injection.

1.1.2. Public éligible

Le dispositif s'adresse aux particuliers remplissant les conditions suivantes :

- Être propriétaire occupant d'un logement individuel (hors logements collectifs ou logement sociaux gérés par des bailleurs) ;
- Disposer des revenus modestes ou très modestes, selon les plafonds définis par l'ANAH en vigueur au moment de la demande d'aide ;
- Ne pas avoir déjà bénéficié d'un financement de la Région Réunion pour une installation photovoltaïque.

1.1.3 Prérequis techniques sur l'état du logement

Lors de la visite nécessaire à l'établissement du devis, certains prérequis doivent être vérifiés par le Professionnel pour permettre la faisabilité de l'installation photovoltaïque :

Toiture :

- Vérification de la tenue structurelle de la toiture, notamment capacité de la charpente à supporter la charge des panneaux photovoltaïques sans renforcement nécessaire ;
- Adaptabilité de la charpente au système de surimposition utilisé par les panneaux photovoltaïques, pour garantir la tenue aux vents cycloniques des installations ;
- Vérification de l'état de corrosion/dégradation de la couverture ; matériaux de la couverture compatibles avec ceux utilisés pour le système de surimposition ;
- Absence de fuites sur la toiture ;
- Orientation et inclinaison optimales ;
- Absence de masques proches pouvant générer de l'ombre et une perte de performance des panneaux photovoltaïques.

Installation électrique résidentielle :

- Installation en monophasé ;
- Présence et bon dimensionnement du disjoncteur de branchement ;

- Bon état du tableau général : bon fonctionnement et bon calibrage des protections différentielles ;
- Sections de câbles compatibles avec une double alimentation PV + réseau
- Absence de pièces nues sous tension
- Mise à la terre opérationnelle (valeur de terre, continuité)
- Présence d'un compteur AMM ou compteur communicant, avec port TIC disponible ;

Ces points devront être vérifiés par une **fiche de vérification des prérequis remplie et signée par le Professionnel** lors de l'établissement du devis. Ils ne constituent pas une liste exhaustive et limitative des points de vérification à réaliser par le Professionnel au préalable de l'installation.

1.1.4 Dimensionnement des installations

Les installations financées par le dispositif « Kap Photovoltaïque Solidaire » sont dimensionnées pour couvrir tout ou partie des consommations électriques du ménage bénéficiaire, dans le respect du taux minimal d'autoconsommation fixé à 85 %. Elles restent standardisées, avec des configurations de 1 ou 2 panneaux. À l'issue de l'étude personnalisée, le gain théorique estimé sur la facture devra ensuite être mentionné sur la fiche de vérification des prérequis.

Le profil de consommation du ménage devra être évalué, soit au moyen de la récupération des données fournies par le compteur communicant, soit par la pose d'un boîtier de mesure, soit par un diagnostic énergétique personnalisé.

Le taux d'autoconsommation est défini comme la part de la production photovoltaïque consommée immédiatement sur place par le foyer. Les installations financées par le dispositif « *Kap Photovoltaïque Solidaire* » devront avoir **un taux d'autoconsommation minimal de 85%**.

La **fiche de vérification des prérequis remplie et signée par le Professionnel** lors de la visite comprendra une partie synthétique dédiée au dimensionnement de l'installation, qui précisera :

- La consommation de référence (en kWh/an ou kWh/jour)
- La part de cette consommation qui sera effacée par la production photovoltaïque (en kWh/an ou kWh/jour)
- Le taux de couverture des besoins (ou taux d'autoproduction en %)
- L'économie prévisionnelle sur la facture d'électricité (en €), tenant compte de la part abonnement et taxes restant à la charge du ménage.

1.1.5 Exigences vis-à-vis des centrales photovoltaïques sans stockage

Les centrales photovoltaïques sans stockage auront une **puissance maximale de 1 kWc**. Elles seront réalisées conformément aux prescriptions des dernières mises à jour des référentiels techniques, et des normes en vigueur.

La centrale photovoltaïque sera raccordée à l'installation électrique du foyer via un câble principal AC raccordé au tableau électrique du foyer, protégé par un coffret de protection AC comprenant un interrupteur sectionneur, une protection parafoudre et un dispositif différentiel résiduel (DDR) de type et de calibre adaptés, conformément à la dernière version en vigueur de l'UTE C15 712-1 et à la NF C 15-100-1.

Ces centrales photovoltaïques devront comprendre :

- **Un ou deux module(s) photovoltaïque(s)** de classe II avec connecteurs MC4, de puissance minimale 400 Wc, conformes à l'IEC 61215 et à l'IEC 61730 (ou évolutions ultérieures) ;
- **Un support de fixation des modules, mis à la terre**, permettant une pose murale, en ombrière, pergola ou en toiture ; les installations devront être inamovibles pour pouvoir bénéficier de la subvention ;
- **Un onduleur réseau** installé sur support mural, **ou bien 1 ou 2 micro(s) onduleur(s)**, montés à l'arrière des modules, avec isolation galvanique, indice de protection IP 65 minimum, équipés d'une protection anti-ilotage et conforme à la norme DIN VDE 0126-1-1 (ou évolution ultérieure)
- **Un coffret de protection CC/AC** comprenant un interrupteur sectionneur, une protection parafoudre et un dispositif différentiel résiduel (DDR) de type et de calibre adaptés.
- **Un système de comptage** de l'électricité solaire produite, permettant **le suivi de la production et de la consommation à distance**.

Dans une exigence de qualité et de sécurité électrique des installations, et étant donné l'article 551-7-2 la NF-C-15-100-1, le branchement d'un générateur photovoltaïque sur un circuit terminal par le moyen d'un socle de prise de courant est interdit.

Afin de garantir le meilleur rendement théorique pour l'installation, l'implantation se fera en recherchant **l'orientation et l'inclinaison la plus optimale possible du champ photovoltaïque** ainsi qu'en **limitant les pertes générées par des ombres portées**.

Dans les cas les plus défavorables (orientation Sud, une inclinaison trop élevée, plan trop ombragé) le Professionnel informera le Particulier par écrit des conséquences que peuvent avoir les pertes générées par les conditions de site (ombres portées, orientation défavorable) sur la production électrique journalière et annuelle de sa centrale, au cours de la phase de vérification des prérequis.

Une attention particulière sera apportée à l'intégration architecturale des centrales.

Les installations photovoltaïques devront être interconnectées à la terre, depuis le champ photovoltaïque jusqu'au niveau de la prise de terre principale de l'habitation ou au niveau des répartiteurs de terre des tableaux de distribution électriques reliés à la terre principale de l'habitation.

1.1.6 Exigences vis-à-vis des modules

Les principales caractéristiques techniques attendues pour les modules photovoltaïques, dans le cadre du dispositif « *Kap Photovoltaïque Solidaire* », sont les suivantes :

- **Puissance minimale de 400 Wc en STC**
- **Classe II**
- **Connecteurs MC4**
- **Technologie : silicium cristallin**
- **Coefficient de perte en température Pmpp : inférieur ou égal à 0.40% / °C en valeur absolue**
- **Cadre aluminium anodisé**
- **Résistant à l'effet PID**
- **Résistant aux charges de vent de 2400 Pa selon les dispositions de l'Eurocode**
- **Gamme de température de fonctionnement : -5 à 85°C**
- **Conformité CE, IEC 61215, IEC 61730**
- **Garantie 10 ans (pièces), garantie de performance minimale de 80% de la puissance nominale après 25 ans.**

Tout changement de marque ou de modèle de module par rapport à la commande du Particulier devra être signifié par écrit au Particulier, et signalé par écrit à Energies Réunion sous la forme d'un devis ou bon de commande rectificatif signé par le particulier à transmettre avec les pièces de paiement.

La tension au point de fonctionnement maximal (Vmpp) de la chaîne de modules devra entrer dans la plage de fonctionnement de l'onduleur, ou du micro-onduleur.

Le câblage des branches de modules se fera de sorte à minimiser les boucles de courant induit et sans hétérogénéité dans l'inclinaison ou l'orientation des modules. Une protection contre les surintensités devra être installée au niveau de chaque branche.

Le repérage des polarités des câbles courant continu doit être réalisé au niveau des extrémités des câbles, soit par un marquage + ou -, soit par une couleur, la couleur bleue étant réservée à la polarité négative.

La mise à la terre se fera au niveau du cadre de chaque module. Les éléments de structure porteuse du champ devront également être mis à la terre en assurant la continuité de la liaison équipotentielle.

L'éco-participation devra être facturée sur chaque module commercialisé.

1.1.7 Exigences vis-à-vis de l'onduleur

L'onduleur sera dimensionné de manière que :

- Pour les onduleurs de chaîne, le courant d'entrée maximal de l'onduleur soit supérieur au courant de court-circuit maximal de la (ou des) chaîne(s) de modules reliée(s) à celui-ci ;
- La tension d'entrée maximale de l'onduleur devra être supérieure à la tension en circuit ouvert de la (ou des) chaîne(s) de modules reliée(s) à celui-ci ;
- La tension du champ PV entre dans la plage de fonctionnement de l'onduleur ;
- La puissance crête installée soit inférieure ou égale à la puissance maximale CC admissible en entrée de l'onduleur.

L'onduleur devra être placé dans un endroit ventilé et sec, à l'abri du rayonnement solaire direct et des projections d'eau. À défaut, s'il est placé en extérieur sans protection, l'onduleur devra avoir un indice de protection IP supérieur ou égal à 54.

Le paramétrage de l'onduleur sera réalisé de manière à faire en sorte que le champ photovoltaïque fonctionne toujours au point de puissance maximal (MPPT).

Les onduleurs sans isolation galvanique sont acceptés, sous réserve qu'ils soient protégés par un DDR de type B en sortie d'onduleur, de calibre adapté, en fonction des préconisations de la NF-C-15-100-1. Les onduleurs avec isolation galvanique sont également acceptés et doivent être protégés par un DDR de type adapté, en fonction des préconisations de la NF-C-15-100-1.

L'utilisation des micro-onduleurs est acceptée.

Le courant d'entrée maximal du micro-onduleur devra être supérieur au courant de court-circuit maximal du module photovoltaïque. La tension d'entrée maximale devra être supérieure à la tension en circuit ouvert du module photovoltaïque. L'indice de protection des micro-onduleurs devra être au minimum IP 65.

L'installation des micro-onduleurs doit se faire en limitant l'exposition prolongée de ceux-ci aux rayons UV et aux intempéries. Les câbles principaux des micro-onduleurs doivent être connectés dans un boîtier de raccordement AC et protégés par des disjoncteurs au calibre conforme aux normes en vigueur. Les onduleurs et micro-onduleurs devront bénéficier de la conformité CE et d'une garantie minimale de 5 ans à compter de la date d'émission de la facture d'achat pour le client final.

Les onduleurs et micro-onduleurs devront être certifiés conforme à la dernière version en vigueur de la norme NF EN 50549 (ex DIN VDE 0126 1.1.), et de ce fait comporter un dispositif de découplage adapté. Les plages de fréquence utilisées devront être adaptées pour une utilisation en zone non interconnectée et devront être conformes au dernier référentiel technique SEI en vigueur.

Les onduleurs et micro-onduleurs devront être paramétrés sur une plage de fréquence allant de 46 Hz à 52 Hz – selon les dispositions prévues dans le référentiel technique d'EDF SEI - pour permettre de rester synchronisés au réseau en cas de variation de fréquence spécifique aux ZNI.

1.1.8 Exigences vis-à-vis des interfaces utilisateurs

Toute centrale bénéficiant de l'aide « *Kap Photovoltaïque Solidaire* » sera équipée d'un système d'interface utilisateur comprenant obligatoirement un dispositif de mesure, permettant de suivre, au pas de temps 10 minutes, sur place et à distance les flux de la production photovoltaïque (journalière, hebdomadaire, mensuelle et annuelle) et de la consommation d'énergie (énergie autoconsommée, énergie provenant du réseau EDF).

Le suivi à distance se fera via une plateforme logicielle fournie par le Professionnel. Les codes d'accès à la plateforme logicielle pourront être demandés lors des visites de contrôle.

Afin d'évaluer l'impact énergétique du dispositif d'aide financé par l'Union Européenne, Energies Réunion demandera au Professionnel les données collectées par ces interfaces utilisateur, le Professionnel ayant accès de manière centralisée à ces données.

Le Professionnel accepte la transmission de données de production et de consommation anonymisées sur les installations qu'il aura réalisées.

1.1.9 Exigences vis-à-vis du raccordement au réseau EDF

Les sites isolés (maisons ou bâtiments non raccordés au réseau de distribution) ne peuvent pas bénéficier de l'aide « *Kap Photovoltaïque Solidaire* ».

Le bénéficiaire du « *Kap Photovoltaïque Solidaire* » devra être raccordé au réseau de distribution, et posséder un compteur AMM.

Dans tous les cas, le Professionnel est tenu d'adresser une déclaration de l'installation à EDF SEI, en vue de l'obtention d'une convention d'autoconsommation sans injection. Les modifications d'usage de l'électricité produite ne sont pas autorisées.

Le raccordement de la centrale photovoltaïque au réseau bâtimentaire du Particulier se fera en respectant les dispositions du chapitre 551.7 et suivants de la NF C 15-100-1. L'installation électrique bâtimentaire doit être dimensionnée pour supporter la somme des courants électriques provenant du réseau et de la centrale photovoltaïque.

1.1.10 Moyens de vérification

Pour s'assurer du respect de l'ensemble des critères techniques énoncés dans la présente annexe, Energies Réunion exigera du Professionnel qu'il fournisse, en amont du traitement de son dossier, l'ensemble des pièces listées ci-dessous, sans que cette liste soit exhaustive ou limitative :

- Schéma électrique unifilaire de la centrale photovoltaïque validé par le CONSUEL, démontrant que la centrale photovoltaïque n'injecte pas sur le réseau, plans d'implantation du champ solaire ;
- Simulations de productible et simulations économiques réalisées dans le cadre du projet ;
- Schéma électrique de câblage des coffrets de protection ;

- Fiche(s) technique(s) de l'ensemble des composants installés : modules, systèmes d'intégration en toiture, onduleur, micro-onduleurs, organes de protection, accessoires ;
- Avis techniques ou notes de calcul relatifs à la tenue aux conditions tropicales et cycloniques des procédés de pose mis en œuvre pour les modules ;
- Certificats de conformité CE/ TUV/IEC pour les modules ;
- Certificat de conformité DIN VDE 0126-1-1 ou EN 50549 pour les onduleurs ;
- Certificats de garantie du matériel ;
- Manuel d'utilisation des onduleurs ;
- Données de production et de consommation d'une installation ou d'un ensemble d'installations.

Le Professionnel autorise également le CONSUEL à transmettre à Energies Réunion les attestations de conformité avec réserves, les rapports de visite, ainsi que tout document concernant les centrales qui ont fait l'objet d'une subvention dans le cadre de cette convention.

1.1.11 Prix plafonds et plan de financement – installations PV sans stockage

Puissance de l'installation PV	1 panneau PV (500 Wc)	2 panneaux PV (1 kWc)
Taux d'aide (% du total HT)	90%	
Montant maximal de l'aide Kap PV Solidaire	1 500 €	2 100 €
Part Région Réunion	85%	85%
Part FEDER/FSE (volet FEDER)	15%	15%

Les dépenses éligibles incluent :

- Le matériel nécessaire au fonctionnement normal et réglementé de la centrale photovoltaïque en toiture, tel que détaillé au paragraphe 1.1.5;
- La réalisation des démarches administratives et techniques nécessaires à l'installation et au financement de la centrale, pouvant inclure une remise en conformité partielle de l'installation électrique bâtiminaire faisant l'objet de la demande de subvention ;
- Les coûts de main d'œuvre nécessaires à la pose et à la mise en service complète du système ;
- Les coûts liés à l'interface utilisateur et à l'accès à distance aux données de production et de consommation des installations financées ;
- Le coût du rapport de contrôle par le CONSUEL.

Les travaux induits, liés aux constats de non-conformités remontés lors de la vérification initiale des prérequis, ne font pas partie de l'assiette des dépenses éligibles.

Les prix plafonds ci-dessus sont établis pour des centrales photovoltaïques en toiture. Les surcoûts éventuels liés au type de fixation sont exclus de l'assiette des dépenses éligibles. Par conséquent, en cas de dépassement du prix plafond dû à un mode de fixation différent (ombrière, pergola, etc.), **le Professionnel devra distinguer sur son devis les surcoûts liés au mode de pose.**

Annexe 1.2. Modalités de sélection des Professionnels partenaires

Le dispositif « *Kap Photovoltaïque Solidaire* » est destiné aux Professionnels dont l'entreprise est immatriculée à La Réunion (974), ou qui possèdent un établissement secondaire ou une filiale de leur société sur le territoire de La Réunion (974).

Le Professionnel partenaire est la personne morale agréée qui assure, sous sa responsabilité pleine et entière, la fourniture, la pose, la mise en service et le bon fonctionnement de la centrale photovoltaïque installée dans le cadre du dispositif. Le Professionnel devra pour ce faire posséder les compétences professionnelles nécessaires, ainsi que les garanties légales couvrant explicitement l'ensemble des activités et travaux qu'il réalise.

Afin de garantir la transparence, la qualité et l'équité du dispositif, la sélection des professionnels partenaires se fera par la voie d'un appel à manifestation d'intérêts (AMI), qui sera publié sur le site Web d'Energies Réunion et de la Région Réunion.

Seuls les professionnels répondant à l'AMI et retenus à l'issue de la procédure d'instruction pourront intervenir dans le cadre du dispositif « *Kap Photovoltaïque Solidaire* » en tant que partenaires agréés.

La participation à l'AMI ne crée aucun droit automatique du professionnel à la signature d'une convention ou à l'attribution de marchés ou de missions. La Région Réunion se réserve le droit d'exclure tout professionnel ne répondant pas aux exigences de l'AMI, ou ne respectant pas ses engagements ultérieurs (cf. articles 4.3, 10, et 11C).

Seront de fait exclues du partenariat toute entreprise pour laquelle il aurait été relevé :

- Une fraude ou tentative de fraude,
- Une condamnation pénale lors des trois dernières années,
- Une décision de résiliation pour non-respect de clause contractuelle dans le cadre des dispositions prévues dans un contrat signé avec la Région Réunion.

Annexe 1.3. Critères d'intervention techniques et financières

1.3.1. Conditions d'éligibilité au dispositif « Kap Photovoltaïque Solidaire »

Les conditions d'éligibilité du dispositif « Kap Photovoltaïque Solidaire » sont les suivantes :

- **Avoir des revenus inférieurs au barème d'éligibilité des aides de l'Agence National de l'Habitat (ANAH) pour les personnes modestes et très modestes (outre-mer).** Ce barème est fixé annuellement au niveau national. Les montants plafonds établis par l'ANAH sont mis à jour annuellement et s'appliquent à compter du 1^{er} janvier de l'année en cours. Il s'agira de vérifier le revenu fiscal de référence présent sur la dernière déclaration de revenus disponibles par rapport au barème de l'ANAH de l'année en cours.
- **Être propriétaire occupant de l'habitation qui fait l'objet de la demande.** Les cas des demandeurs usufruitiers sont aussi acceptés. Les demandeurs nus-propriétaires occupants devront obtenir l'accord de l'usufruitier.
- **Être raccordé au réseau de distribution d'électricité.**
- **Ne pas avoir déjà fait l'objet d'une aide régionale et européenne pour du photovoltaïque.**

Les propriétaires bailleurs, logements collectifs, sociétés civiles immobilières, sont exclus du champ d'éligibilité du dispositif.

1.3.2. Conditions de cumul des aides

L'aide régionale et européenne « Kap Photovoltaïque Solidaire » n'est pas cumulable avec la prime à l'investissement Pk instaurée par l'arrêté tarifaire S24.

L'aide « Kap Photovoltaïque Solidaire » est régie par le règlement n°2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023, relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis.

Il ne pourra y avoir qu'une seule demande d'aide « Kap Photovoltaïque Solidaire » par ménage.

Par ailleurs, un ménage en situation de précarité pourra choisir de bénéficier soit du dispositif « Kap Photovoltaïque Solidaire », conçu spécifiquement pour les foyers modestes, soit du dispositif « Kap Photovoltaïque », sans possibilité de cumul entre les deux dispositifs pour une même installation.

1.3.3 Conditions de garantie

Conformément aux articles L211-4 à 14 du Code de la Consommation, toute installation photovoltaïque commercialisée dans le cadre du dispositif « *Kap Photovoltaïque Solidaire* » bénéficiera d'une période de **garantie légale de conformité de 2 ans à compter de la date d'achat**, au cours de laquelle **le professionnel s'engage à intervenir** :

- En cas de défaut rendant le produit impropre à l'usage : un onduleur sous tension AC n'étant pas en mesure de produire de l'énergie électrique par exemple, ou une batterie hors service.
- En cas de produit non conforme au contrat de vente initial : matériel de marque différente
- En cas de produit ne possédant pas les caractéristiques annoncées lors de la vente initiale.

Si le défaut de fonctionnement d'un composant non productif (onduleur, batterie) interrompt le fonctionnement normal de la centrale photovoltaïque pour une durée supérieure à 15 jours, le professionnel fournira au particulier un matériel de courtoisie, de caractéristiques équivalentes à ce qui a été initialement installé.

La garantie de 2 ans inclut :

- La mise à disposition par le Professionnel, via son fournisseur, des pièces de rechanges correspondantes ;
- La mise à disposition par le Professionnel, via le fournisseur, d'un appareil de rechange similaire ; le fournisseur prenant en charge les coûts d'achat et d'approvisionnement Réunion du matériel, hors main d'œuvre.

Les conditions générales de vente du Professionnel devront inclure ces conditions de garantie.

Par ailleurs, il est précisé que les conditions générales de vente du Professionnel ne sont pas applicables pour les points sur lesquels elles viennent en contradiction avec les exigences des présentes.

Les garanties matérielles minimales attendues sont :

- **Module : 10 ans**
- **Onduleur : 5 ans**
- **Micro-onduleur : 5 ans**
- **Autres pièces : 2 ans**

Annexe 1.4. Caractéristiques des dossiers de demande d'aide et de demande de paiement

1.4.1. Composition des dossiers de demande d'éligibilité

Les pièces à fournir par le Particulier, **intégralement remplies, lisibles, datées et signées** pour la demande d'éligibilité sont :

- Le formulaire de demande d'aide (document type fourni par Energies Réunion comprenant un acte de subrogation) ;
- Un mandat de représentation ainsi qu'une attestation de maintenance (documents types dématérialisés fournis par Energies Réunion) ;
- Le courrier d'engagement du demandeur (document type dématérialisé fourni par Energies Réunion) ;
- Le document relatif aux données de production de la centrale photovoltaïque (document type dématérialisé fourni par Energies Réunion) ;
- Une facture EDF au nom du Particulier demandeur justifiant la souscription d'un abonnement au réseau de distribution à l'adresse qui fait l'objet de la demande ;
- Un justificatif de propriété du Particulier : avis de taxe foncière avec mention « propriétaire » ou « usufruitier », acte de propriété avec certificat d'adressage, relevé d propriété avec certificat d'adressage ;
- Un justificatif de revenus du Particulier demandeur : avis d'imposition mentionnant le revenu fiscal de référence ;
- Une copie d'une pièce d'identité valide du Particulier demandeur.

Le Professionnel fournit obligatoirement :

- **Le devis (ou bon de commande) détaillé et signé conforme aux exigences des présentes et à la réglementation en matière de vente à domicile ;**
- **La fiche de vérification des prérequis signée par le Professionnel.**

Les documents signés électroniquement devront comporter un certificat d'authenticité permettant de vérifier leur validité.

Les documents signés par le Particulier bénéficiaire doivent être authentiques et ne peuvent pas subir de modifications, ou comporter des annotations, sous peine de rejet.

1.4.2. Composition des dossiers de demande de paiement

Les pièces à fournir, intégralement remplies et lisibles, pour la **demande de paiement** sont :

- Un **bordereau de demande de paiement** ;
- Une **copie de la facture détaillée certifiée acquittée de l'installation correspondant au dernier devis signé du particulier** ; cette facture a pour objet de certifier que le Particulier a réglé intégralement le reste à charge au Professionnel.
- Une copie du **procès-verbal de réception de l'installation signé** par le demandeur et le Professionnel ;
- **L'attestation du CONSUEL** visée par l'organisme de contrôle ;
- **Le récépissé d'EDF de demande complète de raccordement en autoconsommation sans injection**
- **Des photos de l'installation** : les prises de vues seront réalisées de manière à faire apparaître dans leur environnement les modules ainsi que les équipements de conversion de puissance et de stockage (onduleurs, etc...). Les photos devront également permettre de visualiser les obligations de publicité de l'Union Européenne sur les installations.
- Une attestation sur l'honneur de non-injection sur le réseau, signée des deux parties (Professionnel et bénéficiaire),

Les documents signés électroniquement devront comporter un certificat d'authenticité permettant de vérifier leur validité.

Les documents signés par le Particulier bénéficiaire doivent être authentiques et ne peuvent pas subir de modifications, ou comporter des annotations, sous peine de rejet.